



CONTENUS ADDITIONNELS

Quiz

Testez vos connaissances...

1. Combien de pays sont membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) ?

- a) 15
- b) 17
- c) 19

2. Un pays non membre de l'Union africaine peut néanmoins devenir membre de l'OHADA.

- a) vrai
- b) faux

3. Les Actes uniformes de l'OHADA s'appliquent :

- a) à toute disposition de droit interne, antérieure ou postérieure à leur entrée en vigueur
- b) à toute disposition postérieure à leur entrée en vigueur

4. Les Actes uniformes de l'OHADA s'appliquent :

- a) aux commerçants dont l'établissement ou le siège social est situé sur le territoire de l'un des États parties
- b) aux sociétés commerciales dont l'établissement ou le siège social est situé sur le territoire de l'un des États parties
- c) aux groupements d'intérêt économique dont l'établissement ou le siège social est situé sur le territoire de l'un des États parties

5. Qui préside la Conférence des chefs d'État et de gouvernement ?

6. L'adoption des Actes uniformes se fait obligatoirement à l'unanimité des représentants des États parties, présents et votants.

- a) vrai
- b) faux

7. Quel est l'organe exécutif de l'OHADA ?

- a) le Conseil des ministres
- b) le Secrétariat permanent
- c) la Conférence des chefs d'État et de gouvernement

8. Toute personne physique ou morale ayant la qualité de commerçant doit requérir du greffe de la juridiction compétente dans le ressort de laquelle ce commerce est exploité son





CONTENUS ADDITIONNELS

immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) dans :

- a) le premier mois d'exploitation de son commerce
- b) les trois premiers mois d'exploitation de son commerce
- c) les six premiers mois d'exploitation de son commerce

9. L'entrepreneur est dans l'obligation de s'immatriculer au RCCM.

- a) vrai
- b) faux

10. Sous quel délai une personne physique ou morale peut-elle concéder une location-gérance ?

- a) après avoir exploité pendant un an au moins le fonds mis en gérance, en qualité de commerçant
- b) après avoir exploité pendant deux ans au moins le fonds mis en gérance, en qualité de commerçant
- c) après avoir exploité pendant trois ans au moins le fonds mis en gérance, en qualité de commerçant

11. Quels sont les deux cas dans lesquels les actes accomplis par l'intermédiaire pour le compte du représenté, dans les limites de son pouvoir, lient le tiers ?

12. Quelles sont les trois catégories de biens immeubles pouvant faire l'objet d'un bail à usage professionnel ?

13. Dans le cadre d'un bail à usage professionnel, en cas de décès du preneur, sous quel délai à compter du décès, les conjoints, parents ou enfants du preneur doivent-ils faire la demande de continuation du bail au bailleur ?

- a) 1 mois
- b) 2 mois
- c) 3 mois

14. La sous-location partielle d'un bail à usage professionnel est permise.

- a) vrai
- b) faux

15. Aucun capital minimum n'est exigé pour la création d'une société en nom collectif.

- a) vrai
- b) faux

16. Le capital social minimum pour créer une SARL, dans la plupart des États parties de l'OHADA, est fixé à :

- a) 500 000 FCFA
- b) 750 000 FCFA
- c) 1 million de FCFA

17. Le contrat instituant la société coopérative est formé par le seul échange de consentements





CONTENUS ADDITIONNELS

des membres.

- a) vrai
- b) faux

18. Les sociétés coopératives sont immatriculées au RCCM.

- a) vrai
- b) faux

19. Quels sont les trois types d'apports que peuvent faire les associés coopérateurs ?

20. Aucun plafond n'est à prévoir quant au montant du cautionnement.

- a) vrai
- b) faux

21. Quelles sont les trois caractéristiques de la créance permettant l'application d'une procédure d'injonction de payer ?

22. La juridiction compétente dans le cadre d'une procédure d'injonction de payer peut être :

- a) celle du domicile du débiteur (ou de l'un d'eux s'ils sont plusieurs)
- b) celle du lieu choisi contractuellement par les parties
- c) celle du domicile de l'un des créanciers

23. Sous quel délai et dans quel cas la décision d'injonction de payer est-elle non avenue ?

24. Comment nomme-t-on la convention par laquelle les parties à un contrat s'engagent à soumettre à l'arbitrage les litiges qui pourraient naître relativement à ce contrat ?

23. Quels sont les effets juridiques de l'ouverture de la procédure de règlement préventif ?





CONTENUS ADDITIONNELS

Solution :

1) b (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo) ; 2) a ; 3) a ; 4) a, b et c ; 5) le chef de l'État ou de gouvernement dont le pays assure la présidence du Conseil des ministres ; 6) a, un seul vote défavorable peut faire obstacle à l'adoption d'un projet d'Acte uniforme ; 7) b, le Conseil des ministres en est l'organe législatif et administratif, tandis que la Conférence des chefs d'État et de gouvernement en est l'organe politique ; 8) a ; 9) b ; 10) b ; 11) lorsque le tiers ne connaissait pas ou n'était pas censé connaître la qualité d'intermédiaire de son interlocuteur ou lorsque les circonstances de l'espèce démontrent que l'intermédiaire n'a entendu n'engager que lui-même ; 12) les locaux ou immeubles à usage commercial, industriel, artisanal ou tout autre usage professionnel ; les locaux accessoires ; les terrains nus sur lesquels ont été édifiées, avant ou après la conclusion du bail, des constructions à usage industriel, commercial, artisanal ou tout autre usage professionnel, si ces constructions ont été élevées ou exploitées avec le consentement exprès du propriétaire ou portées à sa connaissance ; 13) c ; 14) b, la sous-location, qu'elle soit totale ou partielle est interdite, sauf accord des parties ; 15) a ; 16) c ; 17) a ; 18) b, elles sont immatriculées au registre des sociétés coopératives ; 19) les apports en numéraire, en nature et en industrie ; 20) b, un plafond doit obligatoirement être défini par les parties ; 21) pour enclencher une telle procédure, la créance doit être certaine, liquide et exigible ; 22) a et b ; 23) lorsque la demande du créancier n'a pas été présentée dans les deux mois suivant l'expiration du délai d'opposition ou suivant le désistement du débiteur ; 24) clause compromissaire ; 25) la suspension des poursuites individuelles, la nomination d'un expert et l'interdiction de l'accomplissement de certains actes par le débiteur, notamment le règlement de tout ou partie des créances nées avant l'ouverture de la procédure de règlement préventif





CONTENUS ADDITIONNELS

Découvrez...

Les informations complémentaires proposées par l'auteure

Bibliographie

Ouvrages

- ANOUKAHA (F.), Le droit des sûretés dans l'acte uniforme OHADA, PUA, collection droit uniforme, Yaoundé, 1998 ;
- ANOUKAHA (F.), CISSE-NIANG (A.), Foli (M.), ISSA SAYEGH (J.), NDIAYE (I.Y.), SAMB (M.), OHADA Sûretés, Bruylant Bruxelles, 2002 ;
- DIBAS FRANCK Eric, Le droit au renouvellement du bail à usage professionnel, L'Harmattan, 09/2014 ;
- FÉNÉON Alain, Guide de l'administrateur de société anonyme en droit OHADA, L.G.D.J, Collection Droits africains, 1^{ère} édition, 04/2016 ;
- GATSI Jean (sous la direction de), L'effectivité du droit OHADA, PUA, Yaoundé, 2006 ;
- GATSI Jean, Le droit OHADA des sociétés coopératives, L'Harmattan, 09/2011 ;
- KALUNGA TSHIKALA Victor et Stéphane MORTIER, Précis de droit OHADA des sociétés, VA Éditions, 2020, 260 p.;
- **MARTOR B., PILKINGTON N., SELLERS D. et THOUVENOT S., Le droit uniforme africain des affaires issu de l'OHADA, Litec, 2^{ème} éd., 2009.**
- MASAMBA Makela, Droit économique congolais, Bruxelles, Academia-Bruylant, 2006;
- MINKOA SHE A., Droit de sûretés et des garanties du crédit dans l'espace OHADA, Les garanties réelles, t. 2, 1^{ère} éd., Dianoïa, 2010 ;
- **MONSENEPWO MWAKWAYE Justin, L'impact de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales en République démocratique du Congo, Editions L'Harmattan, 2015;**
- MORTIER Stéphane, Au cœur de l'unité africaine, Le droit OHADA. Harmonisation du droit des affaires et intelligence économique, Uppr Éditions, 2017, 40 p ;
- POUGOUE Paul Gérard (dir.), Encyclopédie du droit OHADA, L'Harmattan, Éditions Lamy, Paris, 2012, 2185 p ;
- SAMB M., Le droit de la micro finance dans l'espace OHADA, préf. F. O. ETOUNDI, publication de l'ERSUMA, 1e éd. 2012;
- **TIGER Philippe, Le droit des affaires en Afrique, OHADA, PUF 1999, Que sais-je ?**





CONTENUS ADDITIONNELS

Thèses et mémoires

- BOHOUSSOU Kouakou Stéphane Réflexion critique sur l'efficacité des sûretés réelles en droit OHADA, proposition en vue d'une réforme du droit OHADA des sûretés réelles, thèse Université de Bordeaux, 2015;
 - KAKALY Jean-Didier Yodé, L'affectation de comptes bancaires en garantie d'une dette, thèse, Faculté de droit d'Abidjan, Côte d'Ivoire, 2010, Ohadata D-10-56 ;
 - SOUPGUI Eloie, Les sûretés conventionnelles à l'épreuve des procédures collectives dans l'espace OHADA, Thèse, 2008, Université de Yaoundé II (SOA), Ohadata D-08-43 ;
 - TSAGUE DONKENG Hubert, Le traitement de l'insuffisance d'actif dans le droit des procédures collectives OHADA, Mémoire 2005/2006. Université Yaoundé 2, Ohadata D-09-01.
-



Articles

- ABARCHI Djibril, La supranationalité de l'OHADA, Revue burkinabé de droit, n° 37, deuxième semestre 2000, Revue internationale de droit africain EDJA, n° 44, Janvier- Février-Mars 2000, p. 7 s., Ohadata D-02-02 ;
- ABARCHI Djibril, « Problématique des réformes législatives en Afrique : le mimétisme juridique comme méthode de construction du droit », in Les grands articles de doctrine de l'OHADA (ss dir. A. Fénéon), Ed. Juris Africa, 2013, p. 37 et s ;
- ADAMA Koffi Drissa, Aperçu de la révision du droit de l'arbitrage de l'OHADA, Ohadata D-18-23, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°32 (avril-mai-juin 2018), p. 33 ;
- ADIDO Roch, Réflexion sur le transfert de propriété des marchandises vendues dans l'espace francophone à la lumière du droit français, Penant n° 845, octobre-décembre 2003, p. 464 et s, Ohadata D-10-61 ;
- ADJAKA Michel, Réflexion sur le régime des nullités consacré par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, Ohadata D-11-25 ;
- ADJAKA Michel, L'identification de la juridiction compétente prévue à l'article 49 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution (AUPSRVE), Ohadata D-08-47 ;
- ADJITA Akrawati Shamsidine, Les problèmes de cohabitation entre la CCJA et les Cours nationales de cassation, Intervention au Colloque sur « Les tendances jurisprudentielles d'interprétation et d'application du Traité OHADA et des Actes uniformes », Revue de droit uniforme africain, p. 85, Ohadata D-11-73 ;
- ADJITA Akrawati Shamsidine, L'interprétation de la volonté des parties dans la vente commerciale OHADA, Penant n° 841, octobre-décembre 2002, p. 473, Ohadata D-10-60 ;
- ADJITA Akrawati Shamsidine, Droit pénal de la comptabilité en droit uniforme OHADA: principales incriminations et sanctions encourues, Atelier de formation Droit pénal OHADA 25 et 26 septembre 2009, Lomé, Dossier, p. 42, Revue de droit uniforme africain, n° 00, Ohadata D-11-05 ;
- AGBOYIBOR Pascal K., « La consécration législative de la lettre de garantie constitue-t-elle un progrès ou une régression pour la pratique des garanties indépendantes dans la zone OHADA ? », Recueil Penant 2002, Numéro spécial Sûretés et garanties bancaires, n° 840, p. 263 ;
- AGBOYIBOR Pascal K., « La consécration législative de la lettre de garantie constitue-t-elle un progrès ou une régression pour la pratique des garanties indépendantes dans la zone OHADA ? », Recueil Penant 2002, Numéro spécial Sûretés et garanties bancaires, n° 840, p. 263 ;
- AKA Narcisse, La pratique arbitrale en Côte d'Ivoire, Etudes offertes au Professeur Joseph ISSA-SAYEGH, AIDD, 2006, p. 102, Ohadata D-07-13 ;
- AKA Narcisse, Les mesures provisoires et conservatoires en matière d'arbitrage, Revue camerounaise de l'arbitrage, numéro spécial, février 2010, p. 93, Ohadata D-11-37 ;
- AKONO Adam Ramsès, Les sûretés à l'épreuve de la réforme des procédures collectives de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) du 10 septembre 2015, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°39 (janvier-février-mars 2020), p. 5 ;
- AKONO, Adam Ramsès Regard sur les innovations introduites par la réforme du 10 septembre 2015 dans les procédures collectives de l'OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°22 (octobre-novembre-décembre 2015), p. 4 ;

- AKOUETE AKUE Michel, **La communication des institutions de l'OHADA**, Revue de droit uniforme africain, n° 01, p. 15, Ohadata D-11-08 ;
- AKOUETE AKUE Michel, **Savoir le droit et droit de savoir**, Revue de Droit Uniforme Africain n° 000, 09/08/2010, Ohadata D-13-61 ;
- AKOUETE AKUE M., Les clubs OHADA, quelle utilité ? Quelle actualité !, Recueil Penant, n°865, oct-déc 2008, p. 521 ;
- AKOUETE AKUE Michel, La procédure d'injonction de payer ... de la simplicité à la complexité, Revue de Droit Uniforme Africain, n° 0005, 2ème trimestre 2011, p 31, Ohadata D-12-19 ;
- AKUETE Santos Pédro, L'immatriculation au nouveau registre du commerce et du crédit mobilier, Revue Togolaise de Droit des Affaires et d'Arbitrage, 2000, p.2 ;
- AKUETE Santos Pédro, Commentaire de l'Acte uniforme relatif au droit commercial général, in OHADA, Traité et Actes uniformes annotés, Juriscope, 2008, p. 203 ;
- AKUETE Santos Pédro et Komi ALEMAWO, Registre du commerce et du crédit mobilier, Encyclopédie OHADA préc., p. 1510 ;
- ALEMAWO Komlan, La condition du nu-proprétaire de droits sociaux, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°7 (Janv.-févr.-mars 2012), p. 49 ;
- ALGADI Aziber Seïd, L'attractivité contractuelle du droit des procédures collectives de l'espace OHADA, Ohadata D-13-52 ;
- ALGADI Aziber Seïd, <https://www.actualitesdudroit.fr/browse/affaires/international/13552/ohada-beneficiaires-de-l-immunite-d-execution>;
- ALGADI Aziber Seïd, ELKOUBI Laurence, La résolution de plein droit des contrats en droit OHADA des procédures collectives, Revue congolaise de droit et des affaires, n° 8, 2012, p. 25, Ohadata D-13-09 ;
- ALIKO Marc Cédric, Les droits du locataire à la fin du bail à usage professionnel en droit OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°33 (juillet-août-septembre 2018), p. 21 ;
- ANCEL Jean-Pierre, L'arbitrage et la coopération du juge étatique, Revue Penant numéro spécial n° 833, mai à août 2000, p. 170, Ohadata D-12-72 ;
- ANOUKAHA François, La délimitation de la compétence entre la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) et les Cours suprêmes nationales en matière de recouvrement des créances, Juris périodique, n° 59, juillet-septembre 2004, p. 118, Ohadata D-11-17 ;
- AQUEREBURU Coffi Alexis, **L'Etat, justiciable de droit commun dans le Traité OHADA**, Penant, n° 865, p. 503. Revue de Droit Uniforme Africain n° 000, 09/08/2010, Ohadata D-13-54 ;
- ASSI ASSEPO Eugène, La Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA : un troisième degré de juridiction?, Ohadata D-06-23 ;
- AUDIT, Pierre-Emmanuel, GHOZI Alain et GRIMALDI Cyril, Esquisse d'un droit commun des contrats à partir des actes uniformes, Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Les Petites Affiches, n° spécial, Actes de colloque, n°192, 25 septembre 2015, p. 49 ;
- BA Ibrahima, Observations sur l'Acte uniforme sur les sociétés commerciales et le groupement d'intérêt économique du Traité OHADA, EDJA, n° 35, octobre-décembre 1997, Ohadata D-10-32 ;
- BA Seydou, La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'OHADA, Journée d'étude sur l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), de sa création à l'adhésion de la République démocratique du Congo, Université catholique de Louvain, Belgique, et INEADEC (Institut euro-africain de droit économique), Acte n° 2 du 11 mars 2010, Ohadata D-11-27 ;

- BABONGENO Urbain, De la problématique de la société unipersonnelle en droit congolais eu égard au droit de l'OHADA, Ohadata D-07-25 ;
- BADJAGA Boubacar, Le traitement des opérations de saisie-attribution sur compte bancaire impliquant le tiers saisi à l'aune des dispositions de l'AUVE de l'OHADA, Jurifis Infos n° 13, Nov/Déc. 2013, p. 54-62, Ohadata D-14-05 ;
- BADJI Patrice S.A., OHADA et bonne gouvernance d'entreprise, Ohadata D-17-23 ;
- BAKAM TITGOUM Nadine Josiane, La réforme des modes alternatifs de règlement des différends en droit OHADA : ombres et lumières, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°38 (octobre-novembre-décembre 2019), p. 32 ;
- **BAKANDEJA wa MPUNGU Grégoire, Les enjeux de l'adhésion de la République démocratique du Congo à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, Journée d'étude sur l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA), de sa création à l'adhésion de la République démocratique du Congo, Université catholique de Louvain, Belgique, et INEADEC (Institut euro-africain de droit économique), Acte n° 7 du 11 mars 2010, Ohadata D-11-22 ;**
- **BAKANDEJA wa MPUNGU Grégoire, L'internationalisation des échanges et le droit OHADA, Ohadata D-10-17 ;**
- BAKATUINAMINA Jean-Espoir, Les apports de l'OHADA dans l'évolution du droit congolais : le nantissement de compte bancaire, Ohadata D-15-04 ;
- **BALLA KALTO Amina, La protection des créanciers du vendeur de fonds de commerce dans l'espace OHADA, Revue de l'ERSUMA: Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6, Janvier 2016, Doctrine, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°22 (octobre-novembre-décembre 2015), p. 28 ;**
- BAMBA Affoussiatta, La procédure d'arbitrage devant la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage, Revue Penant numéro spécial n° 833, mai à août 2000, p. 147, Ohadata D-12-71 ;
- **BAMUANGAYI KALUKUIMBI Ghislain, Pourquoi la République démocratique du Congo (RDC) devait adhérer à l'OHADA ? Critique prospective de la démarche d'adhésion de la RDC à l'OHADA, Ohadata D-10-36, Revue Congolaise de droit et des affaires, édition spéciale n°2, Spécial OHADA/Adhésion de la République démocratique du Congo (Mars 2010), p. 45 ;**
- BAYE Kéba, « Avant propos », numéro spécial OHADA, Recueil Penant 1998, n° 827, p. 125 ;
- BAYO BYBI Blandine, L'efficacité de la convention d'arbitrage en droit OHADA, Revue PENANT n° 876 - Juillet / Septembre 2011, page 361, Ohadata D-12-75 ;
- BEKONO NKOA Wilfried, L'information des salariés en droit des entreprises en difficulté de l'espace OHADA : réflexions critiques à l'aune du droit français, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°28 (avril-mai-juin 2017), p. 23 ;
- BELIBI Joseph, KENFACK DOUAJNI Gaston, Le Juge d'appui dans l'Arbitrage OHADA, Revue de l'ERSUMA, N° spécial Novembre-Décembre 2011, p. 51, Ohadata D-12-37 ;
- BENKEMOUN Laurent, L'OHADA, le temps et le diable, réflexions sur le Traité de Québec, Ohadata D-14-08 ;
- BIA Buetusiwa, La qualité de commerçant en droit congolais et en droit issu de l'OHADA, Ohadata D-11-70 ;
- BILE Kangah Emile Jr, Le système de l'arbitrage issu de l'OHADA au regard de l'objectif de sécurisation juridique des activités économiques dans les Etats parties, Ohadata D-10-07 ;
- BLANC Gérard, Prévenir et traiter les difficultés, Ohadata D-10-18 ;

- BOKODJIN Noel Kossi Assiom, Le cautionnement hypothécaire et l'application de l'article 449 de l'AUSGIE, commentaire de l'arrêt de la CCJA n°76/2017 du 30 mars 2017, Revue de l'ERSUMA, n°10, 2019-1, p. 229 ;
- BOUBOU Pierre, La réalisation de l'hypothèque dans le projet de réforme de l'Acte uniforme sur les sûretés : priorité à la viabilité des garanties, Ohadata D-10-54 ;
- BOUMAKANI B., « La Constitution congolaise et le traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique », Recueil Penant 2001, n° 836, p. 202 ;
- BOUMAKANI B., Les entreprises publiques à l'épreuve du droit OHADA, RLDA 2014/75 ;
- BOUREL Pierre, **A propos de l'OHADA : libres opinions sur l'harmonisation du droit des affaires en Afrique**, Recueil Dalloz 2007, n° 14, page 969, Ohadata D-11-97 ;
- BOYE Mohamadou, La formalisation de l'informel:des systèmes financiers décentralisés à l'entrepreneant, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°35 (janvier-février-mars 2019), p. 4 ;
- BROU Kouakou Mathurin, Le contentieux des Actes uniformes : de la compétence de la Cour commune de justice et d'arbitrage, Juris-Ohada, n°2/2003, avril-juin 2003, p. 2, Ohadata D-03-19 ;
- BROU Kouakou Mathurin, Bilan de l'interprétation des Actes uniformes par la Cour commune de justice et d'arbitrage, Juris-Ohada, n° 3/2003, p. 2, Ohadata D-04-04 ;
- BROU Kouakou Mathurin, Le droit OHADA et le cautionnement hypothécaire, Penant n° 856, p. 273, Ohadata D-06-53 ;
- BROU Kouakou Mathurin, Le nouvel Acte uniforme portant organisation des sûretés et l'accès au crédit dans l'espace OHADA, Juris Ohada, 2012 n° 1, p. 3 (première partie) et Juris Ohada 2012, n° 2, p. 3 (deuxième partie), Ohadata D-13-23 ;
- CAMARA Sékou Oumar, Des responsabilités encourues par les dirigeants de la société cotée dans l'espace OHADA, Ohadata D-12-66 ;
- CARTRON Aude-Marie, COUSIN Barthélémy, La fiabilisation des systèmes judiciaires nationaux : un effet secondaire méconnu de l'OHADA, Ohadata D-07-30 ;
- CASTELLANI Luca G., Assurer l'harmonisation du droit des contrats aux niveaux régional et mondial : la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises et le rôle de la CNUDCI, Revue de droit uniforme, UNIDROIT, 2008, n° 1/2, p. 101, Ohadata D-09-07 ;
- CEREXHE Etienne, L'intégration juridique comme facteur d'intégration régionale, Revue burkinabé de droit, n° 39-40, n° spécial, p. 21, Ohadata D-05-36 ;
- CHIFFLOT BOURGEOIS Frédérique, **Présentation du Traité de l'OHADA, Traité, institutions, Actes uniformes**, Journée d'étude sur l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), de sa création à l'adhésion de la République démocratique du Congo, Université Catholique de Louvain, Belgique, et INEADEC (Institut euro-africain de droit économique), Acte n° 2 du 11 mars 2010, Ohadata D-11-19 ;
- CISSE Abdoullah, DIALLO Boubakar, L'informatisation du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier et des fichiers connexes, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 62, Ohadata D-12-14 ;
- CISSE Abdoullah, **Le nouvel élan du droit OHADA**, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 47-50, Ohadata D-12-11 ;
- CRESSOT Patricia, **Le droit OHADA, source de développement économique en Afrique par la voie législative ?**, Ohadata D-17-11 ;
- CUPERLIER Olivier, Arbitrage, OHADA et personnes publiques, Ohadata D-13-65 ;
- CUPERLIER Olivier, Vers une lex mediterranea de l'arbitrage : le modèle OHADA comme référence ?, Communication publiée aux Editions Bruylant en 2015 rassemblant les communications présentées dans le cadre des journées de Tunis des 11 et 12 avril 2014 intitulées Vers une lex

- mediterranea de l'arbitrage dans les pays de l'Union Pour la Méditerranée : entre harmonisation et unification sous la direction du Professeur Filali OSMAN, Ohadata D-20-10 ;
- CUPERLIER Olivier, Modernité et spécificité de l'arbitrage OHADA, Ohadata D-13-64 ;
 - CUPERLIER Olivier, La protection des investissements dans les pays de l'espace OHADA: un modèle transposable pour une lex mediterranea ? Ohadata D-20-08 ;
 - CUPERLIER Olivier, Le cadre légal de la médiation dans l'espace OHADA, Séminaire sur la pratique de l'arbitrage et de la médiation, Université Saint-Joseph, Douala, Cameroun, 14 -16 juin 2018, Ohadata D-20-07 ;
 - DALMEIDA MELE Flora, Le 1^{er} Sommet des Chefs d'Etat de l'OHADA le 20 décembre 2009, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°2 (Janv.-févr.-mars 2010), p. 119 ;
 - DARANKOUM Sibidi Emmanuel, La pérennité du lien contractuel dans la vente commerciale OHADA, Penant n° 853, p. 500, Ohadata D-10-57 ;
 - DAVID Rock Gnahoui, **Suprématie et primauté : la rencontre des titans, dialogue entre Cour constitutionnelle et CCJA-OHADA**, Ohadata D-20-41 ;
 - DECKON François Kuassi, Les pouvoirs du dirigeant de société commerciale en droit uniforme de l'OHADA, Ohadata D-13-47 ;
 - DELABRIERE Antoine, « Le registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM), instrument d'information et de sécurité des créanciers dans l'espace OHADA », Recueil Penant, n° spécial Sûretés et garanties bancaires précité, p. 369 ;
 - DELABRIERE Antoine, FENEON Alain, La constitution du Tribunal arbitral et le statut de l'arbitre dans l'Acte uniforme OHADA, Revue Penant numéro spécial n° 833, mai à août 2000, p. 155, Ohadata D-12-70 ;
 - DEMBA Armand Claude, Nécessité et urgence de la mise en conformité du droit congolais avec le droit de l'OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°13 (juillet-août-septembre 2013) - Spécial Colloque du 10 au 12 juillet 2013, Atelier 3 : L'application du droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) au Congo (Brazzaville), p. 60 ;
 - DEWEDI Eric, L'attractivité du groupement d'intérêt économique (GIE) en droit OHADA: nouveau regard, Ohadata D-13-46 ;
 - DIALLO Mamadou Alimou, Capital social des SARL en droit OHADA : l'impact de la réforme de 2014, Ohadata D-18-02 ;
 - **DIALLO Ibrahima Khalil, Etude de l'Acte uniforme relatif au contrat de transport de marchandises par route**, Le bulletin du transport multimodal, juillet-décembre 2004, n° 2 et 3, p. 12, Ohadata D-05-08 ;
 - DIARRAH Boubacar, Intervention au Colloque sur « Les tendances jurisprudentielles d'interprétation et d'application du Traité OHADA et des Actes uniformes », Revue de droit uniforme africain, p. 82, Ohadata D-11-72 ;
 - DIARRAH Boubacar, Les innovations introduites dans l'Acte uniforme portant organisation des sûretés, Revue de Droit Uniforme Africain, N° 0005 - 2ème trimestre 2011 – p.3, Ohadata D-12-23 ;
 - DICKERSON Claire Moore, **Le droit OHADA dans les Etats Anglophones et ses problèmes linguistiques**, Revue internationale de droit comparé, Volume 60, 2008, pp. 7-17, Ohadata D-10-21 ;
 - DIEDHOU Parfait, L'article 10 du Traité de l'OHADA : quelle portée abrogatoire et supranationale ?, Revue de droit uniforme (UNIDROIT), 2007-2, Vol XII, p. 265, Ohadata D-08-05 ;
 - DIENG Amadou, Panorama pratique du droit OHADA : Quels enjeux pour les avocats ? L'exequatur des décisions et sentences CCJA, Intervention Colloque OHADA, 26 novembre 2009, Paris, Maison

- du Barreau, Association Barreau Pluriel: Panorama pratiques du droit OHADA : quels enjeux pour les avocats ?, Ohadata D-11-58 ;
- DIENG Mouhamadou Abdoulaye, Une société d'économie mixte peut-elle faire l'objet d'une saisie ? L'apport de l'arrêt de la CCJA n°103/2018 du 26 avril 2018, MBULU MUSESO c/ Société des Grands Hôtels du Congo sur l'immunité d'exécution en droit OHADA, Ohadata D-20-05 ;
 - DIENG Mouhamadou Abdoulaye, SALL Abdoulaye Mamadou, La variabilité du capital social en droit OHADA, Ohadata D-20-01 ;
 - DIENG Amadou, La vente commerciale OHADA à l'épreuve du commerce international, Intervention à la Commission de vente internationale de marchandises, 51ème Congrès annuel de l'UIA. Paris, 31 octobre - 4 novembre 2007, Ohadata D-11-54 ;
 - DIENG Amadou, L'exécution forcée en droit OHADA, Intervention, Journée OHADA, Lille, France, 11 décembre 2009, « Regards croisés sur le droit des contrats commerciaux : droit OHADA et droit français », Ohadata D-11-52 ;
 - DIFFO TCHUNKAM Justine, **La distinction droit civil-droit commercial à l'épreuve de l'OHADA: une prospective de droit matériel uniforme**, Revue UNIDROIT, NS Vol. XIV/2009, p. 57, Ohadata D-10-25;
 - DIFFO TCHUNKAM Justine, Une hybridation juridique de la qualification du courtier issue de l'OHADA : Intermédiaire de commerce et commerçant, Revue Penant n° 877 - Octobre / Décembre 2011, page 478, Ohadata D-12-78 ;
 - DIONE Alioune, La révocation des dirigeants des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée à la lumière de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique, Ohadata D-10-38 ;
 - DJAHA Konan Francis, L'exercice du contrôle des sociétés anonymes en droit OHADA, Actualités Juridiques, Edition économique n° 2 / 2011, p. 133, Ohadata D-13-31 ;
 - **DJERIA Joslain, L'émergence du droit pénal des affaires OHADA, Ohadata D-15-02 ;**
 - **DJESSI DJEMBA Priscille Grâce, Le devoir d'alerte du commissaire aux comptes dans les sociétés commerciales de l'espace OHADA**, Revue de l'ERSUMA, Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6 - Janvier 2016, Etudes, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°35 (janvier-février-mars 2019), p. 21 ;
 - DJONGA Pierre, La problématique de l'harmonisation d'une carte judiciaire OHADA : entre espoir et désespoir, Revue de l'ERSUMA, n°10, p. 57 ;
 - **DOGUE Karel Osiris Coffi et ILOKI ENGAMBA Valencia, Pratique de la conciliation en matière d'injonction de payer OHADA, Revue de l'ERSUMA, Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6 - Janvier 2016, Etudes ;**
 - DOOH COLLINS Régine, Arlette BOCCOVI et Olivier BUSTIN, Rapport général sur l'Acte uniforme révisé OHADA portant sur l'organisation des sûretés, Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Les Petites Affiches, n° spécial, Actes de colloque, n°192, 25 septembre 2015, p. 23.
 - DOUGOUNE Moussa, L'encadrement du bail commercial, les hésitations entre protectionnisme et libéralisme : Étude comparative France, USA, Canada, Ohada, Jurifis Infos N° 13 - Nov/Déc. 2013, p. 16-33, Ohadata D-14-02 ;
 - DOURAM Victor, La protection des créances salariales dans les entreprises OHADA en période de crise, Ohadata D-20-04 ;
 - DOURAM Victor, La protection des créances salariales dans les entreprises OHADA en période de crise, Ohadata D-20-04 ;

- **EBELE DIKOR Alain Michel, La responsabilité pénale des dirigeants sociaux du fait d'infractions non intentionnelles, Revue de l'ERSUMA: Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6 - Janvier 2016, Etudes ;**
- ESMEL Sidonie, Etude synthétique des comptes consolidés et comptes combinés dans le système comptable Ohada, Ohadata D-08-12 ;
- ESSI BIDJA Jean-Marcel, De la contribution aux pertes sociales dans les sociétés commerciales de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), Revue Congolaise de droit et des affaires, n°31(janvier-février-mars 2018), p. 24 ;
- EYANGO DJOMBI A. Desmonds, La nouvelle définition du commerçant dans l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) relatif au droit commercial général au regard de la théorie juridique de l'acte de commerce, Revue Congolaise de droit et des affaires, n° 19 (janv.-fév.-mars 2015), p.13 ;
- FALL Abdoulaye, La problématique des apports en industrie en droit OHADA, Ohadata D-18-08 ;
- FANOU Félix, La liberté contractuelle dans l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE), Revue Congolaise de droit et des affaires, n°33 (juillet-août-septembre 2018), p. 30 ;
- FENEON Alain, L'influence de la CVIM sur le nouveau droit de la vente commerciale, Penant n° 853, p. 464, Ohadata D-10-59 ;
- FENEON A., « Un nouveau droit de l'arbitrage en Afrique (De l'apport de l'Acte uniforme sur l'arbitrage dans l'espace OHADA) », Recueil Penant, n°833, n°spécial OHADA, 2000, p. 126 ;
- FERRERI Silvia, AKOUETE AKUE Michel, BASTOS F. L., BERRE Madeleine, DJAE Papa Ahmada, FEVILIYE-DAWEY Claudia Inès, ISSA-SAYEGH Joseph, KAKALY Jean-Didier Yodé, KODO Jimmy, KONATE Mamadou Ismaïla, LOHOUES-OBLE Jacqueline, MANCUSO Salvatore, MOULOUL Alhousseini, MUKA TSHIBENDE Louis-Daniel, SAWADOGO Filiga Michel, TOMO S. E. A., **Enquête sur la complexité des sources transnationales dans l'espace OHADA, Ohadata D-10-5 ;** LOUKAKOU Didier, **De la diversité des sources du droit et de quelques implications sur le processus d'intégration juridique dans l'espace OHADA, Ohadata D-13-39 ;**
- FEVILIYE Carmen, Chronique OHADA, Entreprendre avec l'OHADA, Revue Congolaise de Droit et des Affaires, n° 4 (Oct.-nov.-déc. 2010), p. 69 ;
- FEVILIYE Carmen, Chronique OHADA, Entreprendre avec l'OHADA, Revue Congolaise de Droit et des Affaires, n° 6 (Mai-juin-juillet 2011) – p. 71, Ohadata D-12-49 ;
- FEVILIYE DAWEY Claudia Inès, La problématique de l'interprétation et de l'application d'un droit commun : l'exemple du droit des affaires en Afrique francophone, Penant, n°847, avril-juin 2004, p. 133 ;
- FEVILIYE Inès, La révision du Traité de l'OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°1 (oct.-déc. 2009), p. 65 ;
- **FEVILIYE Inès, L'OHADA, un droit au service de l'économie, Revue Congolaise de droit et des affaires, édition spéciale n°2, Spécial OHADA/Adhésion de la République démocratique du Congo (Mars 2010), p. 11 ;**
- FEVILIYE Inès, Le clair-obscur des conditions d'exercice du commerce au Congo-Brazzaville à l'épreuve de la réglementation de l'OHADA, Revue Congolaise de Droit et des Affaires N° 4 - Janvier - Février - Mars 2010, p. 39, Ohadata D-11-81 ;
- FEVILIYE Inès, Dossier ATE (Autorisation Temporaire d'Exercice) des activités commerciales au Congo (Brazzaville), Revue Congolaise de droit et des affaires, n°4 (Oct.-nov.-déc. 2010), p. 31 ;

- FEVILIYE Inès, Création d'un Centre de médiation et d'arbitrage au Congo (CEMACO), Revue congolaise de droit et des affaires, n° 8, 2012, p. 11, Ohadata D-13-07 ;
- FEVILIYE Inès, Le statut de l'entrepreneur en République du Congo, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°19, janv.-fév.-mars 2015, p.6 ;
- FÉVILIYÉ Inès, Commentaire du décret n°2017-41 du 28 mars 2017 portant forme des statuts et constitution du capital de la société à responsabilité limitée en République du Congo, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°28 (avril-mai-juin 2017), p. 15 ;
- FEVILIYE Inès, République du Congo : décret n°2017-41 du 28 mars 2017 portant forme des statuts et constitution du capital de la SARL, Revue L'Essentiel des droits africains des affaires, éd. Lextenso, n°7, juillet 2017, p. 7 ;
- FEVILIYE Inès, Commentaire de l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) du 23 novembre 2017 relatif à la médiation, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°30 (octobre-novembre-décembre 2017), p. 4 ;
- FEVILIYE Inès, L'immunité d'exécution des entreprises publiques dans l'espace OHADA : commentaire de l'arrêt n° 103/2018 de la CCJA du 26 avril 2018, MBULU MUSESO c/ Société des Grands Hôtels du Congo, Revue de l'ERSUMA, 2019, n°10, p. 209, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°34 (octobre-novembre-décembre 2018), p. 4 ;
- FEVILIYE Inès, Editorial : « Assurer le droit à tous, requalifier le secteur informel », Revue Congolaise de droit et des affaires, n°41 (juillet-août-septembre 2020), p. 3 ;
- FIENI Pacôme, Droit commercial général dans l'espace OHADA : étude comparative de l'ancien et du nouvel Acte uniforme, Actualités Juridiques, Edition économique n° 3 / 2012, p. 22, Ohadata D-13-34 ;
- FOLLY Messan Agbo, L'application des procédures collectives simplifiées aux petites entreprises individuelles, Ohadata D-18-07 ;
- FOTSO E. Douglas, [À Propos de CCJA, 3^e ch., n° 103/2018, 26 avr. 2018](https://www.legiafrica.com/actualite/9158-evolution-de-la-jurisprudence-de-la-ccja-sur-l-immunite-d-execution), <https://www.legiafrica.com/actualite/9158-evolution-de-la-jurisprudence-de-la-ccja-sur-l-immunite-d-execution>;
- GATSI Jean, La jurisprudence, source du droit OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°9 (Juil.-août-sept. 2012), p. 13 ;
- GATSI Jean, Le recouvrement des créances bancaires, Ohadata D-05-32 ;
- GATSI Jean, L'avis à tiers détenteur et le nouveau droit des affaires OHADA, Ohadata D-05-24 ;
- GLAUBERT Catherine, La question préjudicielle en droit OHADA et en droit communautaire, Mémoire, Paris II, 2002, 2003, Ohadata D-05-20 ;
- GOMEZ Jean-René, Un nouveau droit de la vente commerciale en Afrique, Recueil Penant 1998, n° 827, p. 145 ;
- GONIDEC Pierre François, « Droit international et droit interne en Afrique », Recueil Penant 1996, n° 822, p. 241 ;
- HARISSOU Abdoulaye, Nouveau Traité OHADA : forces et faiblesses, Acte de l'Atelier d'information sur le Traité OHADA révisé, Conseil Supérieur du Notariat, Paris, 13 janvier 2009, Revue de Droit Uniforme Africain n° 00 / 1er trimestre 2010, pp. 1-8., Revue de Droit Uniforme Africain n° 000 - 09/08/2010, Ohadata D-13-59 ;
- HOHOUETO E., La restructuration des Commissions nationales OHADA, Recueil Penant, n°865, oct-déc 2008, p. 517 ;
- IBONO Armel Ulrich, « L'immunité d'exécution des personnes morales de droit public à l'épreuve de la pratique en droit OHADA », Revue de l'ERSUMA : Droit des affaires - Pratique Professionnelle,

N° 3 Septembre 2013, Doctrine, URL: <http://revue.ersuma.org/no-3-septembre-2013/doctrine-25/article/l-immunite-d-execution>;

- ILBOUDO W. Justin, La responsabilité de l'établissement de crédit tiers saisi en matière de saisie attribution, *Revue Congolaise de droit et des affaires*, n° 19 (janv.-fév.-mars 2015), p. 28 ;
- ILONGO René, Droit et pratique de l'arbitrage dans l'espace OHADA, VA Éditions, 2019, 200 p. ; Texte intégral de l'Acte uniforme révisé de l'OHADA relatif au droit de l'arbitrage du 23 novembre 2017, *Revue Congolaise de droit et des affaires*, n°32 (avril-mai-juin 2018), p. 50 ;
- IRIRIRA NGANGA Dan, La résolution des différends États-investisseurs dans le contexte des États membres de l'OHADA : entre recherche d'équilibre et appropriation du contentieux par le juge communautaire, *Ohadata D-19-17* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, L'intégration juridique des Etats africains de la zone franc, *Recueil Penant*, 1997, n° 823 p. 5 et s ; n° 824, p. 125 et s., *Ohadata D-02-12* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, La notion de droit francophone a-t-elle un sens ?, Communication faite lors de la deuxième semaine de droit comparé (17-21 septembre 2007 organisée par l'Université Montesquieu Bordeaux IV, *Ohadata D-07-43* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Réflexions et suggestions sur la mise en conformité du droit interne des Etats parties avec les Actes uniformes de l'OHADA et réciproquement, *Penant* n° 850, Janvier-Mars 2005, p. 6, *Ohadata D-04-12* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, L'extension du champ de l'OHADA, Communication au Colloque ARPEJE/IDEF, Porto Novo, 3-5 mai 2004, *Ohadata D-04-03* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, La problématique de la construction d'un droit du travail régional dans les pays africains de la zone franc, Communication au séminaire ORAF/CFDT/UGT-CI (Abidjan mai-juin 1995) sur le thème « La dimension sociale de l'intégration régionale des pays africains de la zone franc. L'harmonisation du droit du travail comme facteur de progrès social, *Ohadata D-02-26* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, L'ordre juridique OHADA, Communication au colloque ARPEJE/ IDEF, ERSUMA, porto Novo, 3-5 mai 2004, *Ohadata D-04-02* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, La portée abrogatoire des Actes uniformes de l'OHADA sur le droit interne des Etats parties, *Revue burkinabé de droit*, n° 39-40, n° spécial, p. 51, *Ohadata D-02-14* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, « L'intégration juridique des Etats africains dans la zone franc », *Recueil Penant* 1997, n° 824, p. 125 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, L'entrepreneur, un nouvel acteur économique en droit OHADA : ambiguïtés et ambivalence, *Revue Penant* n° 878, Janvier-mars 2012, p. 5, *Ohadata D-12-77* ;
- ISSA-SAYEGH J., « La portée abrogatoire des actes uniformes de l'Ohada sur le droit interne des Etats parties », *Revue burkinabé de droit*, n° spécial, n° 39-40, p. 15. *Ohadata J-02-14* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions générales sur les sociétés commerciales, *Ohadata D-06-10* ; ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions particulières sur les sociétés commerciales, *Ohadata D-06-11* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des formalités de constitution des sociétés commerciales, *Ohadata D-06-12* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions sur la dissolution et la liquidation des sociétés commerciales, *Ohadata D-06-15* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions sur le fonctionnement des sociétés commerciales, *Ohadata D-06-13* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions sur la vente commerciale, *Ohadata D-06-16* ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, La vente commerciale en droit OHADA : apports et emprunts, *Ohadata D-12-08* ;

- ISSA-SAYEGH Joseph, **Présentation générale de l'Acte uniforme sur le contrat de transport de marchandise par route, Ohadata D-07-03** ;
- ISSA SAYEGH Joseph, Commentaire de l'Acte uniforme portant organisation des sûretés in OHADA Traité et actes uniformes commentés et annotés, Juriscope, 4ème éd., 2012 ; Commentaire intégral de l'acte uniforme portant organisation des sûretés, ohadata D-07-20 ; Le nouveau droit des garanties de l'OHADA, Communication au 1er colloque national de l'association ivoirienne Henri Capitant, Abidjan, 2 avril 2001, ohadata D-02-15 ; Présentation générale de l'acte uniforme sur le droit des sûretés (AUS) in Répertoire quinquennal OHADA 2000-2005, p. 93 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, La liberté contractuelle dans le droit des sûretés OHADA, Ohadata D-05-06 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Le gage sur créances de sommes d'argent, Penant n° spécial 840 « Sûretés et garanties bancaires », p. 285, Ohadata D-02-18 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, La mise en gage des comptes bancaires, Revue de droit des affaires internationales, oct. 06, n° 5, p. 697 et s., Ohadata D-05-29 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions sur les procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution, Ohadata D-06-08 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Le sort des travailleurs dans les entreprises en difficulté en droit OHADA, Penant n° 870, p. 28, Ohadata D-09-40 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Le sort des travailleurs dans les entreprises en difficulté en droit OHADA, Penant n° 870, p. 80, Ohadata D-09-41 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Le sort des travailleurs dans les entreprises en difficulté en droit OHADA, Penant n° 870, p. 80, Ohadata D-09-41 ;
- ISSA-SAYEGH Joseph, Présentation des dispositions sur les procédures collectives d'apurement du passif, Ohadata D-06-07 ;
- JOHNSON Franck K. A., Rappel des principes comptables, Flash n° 4 de la Revue des experts associés n° 1, Ohadata D-05-47 ;
- JEANSON Guillaume, De la SARL en droits français et OHADA, Revue congolaise de droit et des affaires, n° 8, 2012, p. 15, Ohadata D-13-08 ;
- JOHNSON Franck K. A., Distribution de dividendes : comment déterminer la somme à distribuer, Flash n° 1 de la Revue des experts associés, n° 2, Ohadata D-05-48 ;
- JOHNSON Franck K. A., Les interdictions et les incompatibilités à l'exercice d'un mandat de commissaire aux comptes, Flash n° 4 de la Revue des experts associés, n° 2, Ohadata D-05-50 ;
- JOHNSON Franck K. A., La perte de plus de la moitié du capital : mesures à prendre, Flash n° 3 de la Revue des experts associés, n° 1, Ohadata D-05-46 ;
- KALIEU ELONGO Yvette Rachel, La mention manuscrite dans le cautionnement OHADA, Ohadata D-03-02 ;
- KALIEU ELONGO Yvette Rachel, Les sûretés personnelles dans l'espace OHADA, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2006 ; Droit et pratique des sûretés réelles OHADA, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2010 ;
- KALIEU ELONGO Yvette Rachel, Présentation de l'Acte uniforme portant organisation des sûretés, Encyclopédie OHADA, préc., pp. 39-45 ;
- KAMGA Joseph, **L'apport du droit de l'OHADA à l'attractivité des investissements étrangers dans les États parties, Ohadata D-12-84** ;
- KAMGA Joseph, Indépendance, impartialité et obligation de révélation des arbitres, Observations sur l'arrêt de la Cour de Cassation française du 1er février 2012, Ohadata D-12-83 ;

- KAMNANG KOMGUEP Irène Flore, Le contentieux de l'immatriculation du commerçant au registre du commerce et du crédit mobilier en droit OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°29 (juillet-août-septembre 2017), p. 29 ;
- KAMWE MOUAFFO KENGNE Marie-Colette, La CEEAC révisé son Traité afin de relancer son processus d'intégration, Revue L'Essentiel des Droits africains des affaires, n°4, avril 2020, p.1 ;
- KANE EBANGA Paul, La nature juridique du concordat de redressement judiciaire dans le droit des affaires OHADA, Juris Périodique n° 50, Avril - mai - juin 2002, P. 109-112, Ohadata D-08-23 ;
- KANTE Alassane, Réflexions sur le principe de l'égalité entre les créanciers dans le droit des procédures d'apurement du passif (OHADA), Revue EDJA, n° 52, Janvier février mars 2002, p. 50, Revue sénégalaise de droit des affaires, n° 1, janvier-juin 2003, p. 67, Ohadata D-06-47 ;
- KANTE Nguïhe, « Le caractère d'ordre public du droit des sociétés commerciales en Afrique », *RTD com.*, janv.-mars 2010, n° 1, n° 58, p. 25 ;
- KASSIA Bi Oula, Peut-on renouveler la théorie des actes de commerce ? Etudes offertes au professeur Joseph ISSA-SAYEGH, AIDD, 2006, p. 188, Ohadata D-07-15 ;
- KENFACK DOUAJNI Gaston, Les innovations du Traité OHADA révisé, Acte de l'atelier d'information sur le Traité OHADA révisé, Conseil supérieur du notariat, Paris, 13 janvier 2009, Revue de Droit Uniforme Africain n° 000 - 09/08/2010, Ohadata D-13-58 ;
- KENFACK DOUAJNI Gaston, Suggestions en vue d'accroître l'efficacité de l'OHADA, Ohadata D-08-53 ;
- KENFACK DOUAJNI Gaston, Les nouvelles sûretés introduites dans l'Acte uniforme sur les sûretés adopté le 15 décembre 2010, Revue de l'ERSUMA, N° spécial Novembre-Décembre 2011, p. 81, Ohadata D-12-39 ;
- KENFACK DOUAJNI Gaston, L'exécution des sentences arbitrales dans l'espace OHADA, Revue camerounaise de l'arbitrage, numéro spécial, février 2010, p. 100, Ohadata D-11-38 ;
- KERE KERE Gilbert, Présentation de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et de voies d'exécution, Encyclopédie OHADA préc., pp. 71-76 ;
- KHOUMA Mortalla, **Le règlement du contentieux des affaires du droit OHADA, Ohadata D-10-06 ;**
- KIRSCH Martin, « Historique de l'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) », numéro spécial OHADA, Recueil Penant 1998, n° 827, p. 129 ;
- KLA Joël Max, La procédure de conciliation : une solution de choix contre les difficultés des entreprises dues à la Covid-19, Ohadata D-20-29 ;
- KODO M. J. V., Analyse du contentieux OHADA à travers le Code IDEF annoté, *in* L'effectivité du droit économique dans l'espace OHADA, sous la direction de Hiez D. et Menetrey S., L'Harmattan, 2016, p. 273 ;
- KOLONGELE EBERANDE Désiré Cashmir, Immunité d'exécution, obstacle à l'exécution forcée en droit OHADA contre les entreprises et personnes publiques ?, www.ohada.com/content/newsletters/.../immunité-d-exécution-eberande-kolongele.pdf ;
- KOM KAMSOU Maurice, **Les Etats parties à l'OHADA et la sécurisation des entreprises commerciales**, Revue de droit uniforme, UNIDROIT, Vol. XV, 2010-1, Ohadata D-11-07 ;
- KOMLAN Assogbavi, La nouvelle procédure d'injonction de payer dans l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies « d'exécution », Recueil Penant 1999, n° 829, p. 30 ;
- KONATE Mamadou Ismaïla, MEUKE Bérenger Yves, **L'implication des professions juridiques et judiciaires dans le renforcement de l'application du droit OHADA**, Jurifis Infos N° 13 - Nov/Déc. 2013, p. 4-15, Ohadata D-14-01 ;

- KONATE Mamadou Ismaïla, La consécration des sûretés spécifiques OHADA : réserve de propriété, droit de rétention, cession de créances, commentaire de « Les grandes orientations du projet de réforme de l'Acte uniforme portant organisation des sûretés » de Pierre CROCQ *in* Droit & Patrimoine n° 197, novembre 2010, Ohadata D-11-91 ;
- KONATE Mamadou Ismaïla, MEUKE Bérenger Yves, Brèves observations sur l'exécution des sentences arbitrales rendues contre un Etat partie au traité de l'OHADA, Jurifis Info, n° Décembre 2010, p. 6, Ohadata D-10-63 ;
- KONE Mamadou, La notion de groupe de sociétés en droit OHADA, Penant, n° 856, p. 285, Ohadata D-06-54 ;
- KOUADIO Kouassi, **Les atouts et les faiblesses de la réglementation uniforme de l'OHADA**, Actualités Juridiques, Edition économique n° 4 / 2012, p. 89, Ohadata D-13-36 ;
- KOUASSI Kouassi Rodrigue, **L'apport du droit OHADA sur la sécurité juridique et judiciaire de ses Etats-membres**, Ohadata D-19-20 ;
- KOUMBA Euloge Mesmin, Les enjeux de l'extension des Actes uniformes aux entreprises informelles africaines. Revue congolaise de droit et des affaires, n° 10, p. 15, Ohadata D-13-11 ;
- KUATE TAMEGHE Sylvain, Entreprenant, Encyclopédie OHADA, p. 774 ;
- KUIMO NKENNI MBENO Bertrand, OHADA, Droit de l'arbitrage, Étude des missions de l'arbitre, Ohadata D-12-45 ;
- LABITEY Hélène, L'information légale dans le droit OHADA, entre transparence et secret des affaires, Revue Congolaise de droit et des affaires, n° 20 (avril-mai-juin 2015), p. 24 ;
- LABITEY Dalé Hélène, Quel droit des sûretés réelles pour l'OHADA?, Revue Congolaise de Droit et des Affaires, n° 6, p. 37, Ohadata D-12-48 ;
- LACASSE Nicole, PUTZEYS Jacques, L'Acte uniforme relatif aux contrats de transport par route, Actualités juridiques, n° 46, 2005, p. 4, Ohadata D-04-06 ;
- LANOU Gnidouba Roger, L'utilité juridique du capital social en droit OHADA des sociétés commerciales, Revue de l'ERSUMA, n°10, 2019-1, p. 177 ;
- **LAURIOL Thierry, La langue de l'OHADA**, Revue camerounaise de l'arbitrage, n° spécial, octobre 2001, p. 36, Ohadata D-08-39 ;
- LAURIOL Thierry, Le statut de l'arbitre dans l'arbitrage CCJA, Revue camerounaise de l'arbitrage, n° 11, 2000, p.3, Ohadata D-08-89 ;
- LE BARS Benoît, MARTOR Boris, Management et financement de la société anonyme, Supplément n° 5 à la Semaine juridique n° 44 du 28 octobre 2004, p. 12, Pratique et actualités du droit OHADA, Journées d'études Juriscope, Poitiers, p. 121, Ohadata D-12-62 ;
- **LEBON KALERA Marcellin, La simplicité et la rapidité du recouvrement des créances sous OHADA : échec en République démocratique du Congo**, Revue de l'ERSUMA, **Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6 - Janvier 2016, Etudes ;**
- LECERF Michel et BOISSEAU CHARTRAIN Olivier, « Quel avenir pour les succursales de sociétés étrangères dans l'OHADA ? », Recueil Penant 2001, n° 837, p. 33 ;
- LIKILLIMBA Guy-Auguste, L'agent des sûretés en droit OHADA, Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique, 2012, 3, pp.475-503 ;
- LIKILLIMBA Guy-Auguste, L'agent des sûretés OHADA, Revue de l'ERSUMA, n° spécial Novembre-Décembre 2011, p.165, Ohadata D-12-43 ;
- LMAMI dit Fa DIAWARA, L'intervention du notaire en droit des sociétés de l'OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°34 (octobre-novembre-décembre 2018), p. 17 ;
- LOWE GNINTEDEM Patrick Juvet, Droit OHADA, Covid-19 et secteur informel: une analyse économique, Bulletin ERSUMA de Pratique professionnelle, n°33, n°spécial Droit OHADA et Covid-

19 (3^{ème} série), p. 5, <https://www.ohada.org/index.php/fr/nos-activites/nos-publications/bulletin-ersuma/3673-bulletin-ersuma-de-pratique-professionnelle-33-numero-special-droit-ohada-covid-19-3eme-serie-numero-offert>;

- LUKOMBE NGHENDA, Droit des entreprises publiques, né de la réforme du 7 juillet 2008, Kinshasa, PFDUC, 2009 ;
- LUPETU SIDIBE Cheick, La convention d'arbitrage dans l'espace du droit OHADA, Ohadata D-19-16 ;
- MAIDAGI Maïnassara, Le défi de l'exécution des décisions de justice en droit OHADA, Penant n° 855, p. 176, Ohadata D-06-51 ;
- MAIDAGI Maïnassara, La cohabitation des hautes juridictions communautaires en Afrique francophone (Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) de l'OHADA, Cour de justice de la CEMAC et Cour de justice de l'UEMOA), Revue congolaise de droit et des affaires, n° 1, oct-déc. 2009, p. 23, Ohadata D-10-11 ;
- MAKOUGOU FAHA Firmine, Personnes morales et responsabilité pénale en droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), Revue Congolaise de droit et des affaires, n°30 (octobre-novembre-décembre 2017), p. 29 ;
- MAMBOKE BIASSALY Lilian Cadel, La procédure de conciliation dans la prévention des difficultés des entreprises en droit OHADA, Ohadata D-17-04 ;
- MANCUSO Salvatore, **The new African law: Beyond the difference between common law and civil law, Annual survey of international and comparative law, Volume 14, 2008, p. 39-60, Ohadata D-10-48.**
- MANDIANGU Ma-Nzeza Donat, **Rôle du droit de l'OHADA dans l'émergence des Comores, Ohadata D-17-09 ;**
- MANKOU-NGUILA Armand Charlebois, La notion de siège social en droit OHADA : brève analyse comparative de la jurisprudence de la CCJA (Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA) et de la Cour de justice des communautés européennes (CJCE), Revue Congolaise de Droit et des Affaires N° 4 (Janvier-Février-Mars 2010), p. 23, Ohadata D-11-90 ;
- MARÉ Youbi Bouhari, Les cautionnements en droit uniforme, Ohadata D-18-17 ;
- MARTOR Boris, **L'intégration juridique au service de l'émergence du continent africain**, Jeune Afrique.com, 23 octobre 2012, Ohadata D-13-56 ;
- MARTOR Boris, THOUVENOT Sébastien, **L'uniformisation du droit des affaires en Afrique par l'OHADA**, La semaine juridique, éd. E., Cahiers de droit de l'entreprise, n° 5 supplément au n° 44 du 28 octobre 2004, p. 5, Pratique et actualités du droit Ohada, Journées d'études Juriscope, Poitiers, p. 105, Ohadata D-12-63 ;
- MARTOR Boris, Révision de l'Acte uniforme OHADA au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique : rapport général, Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Les Petites Affiches, n° spécial, Actes de colloque, n°192, 25 septembre 2015, p. 7 ;
- MARTOR Boris, Comparaison de deux sûretés personnelles : cautionnement et lettre de garantie, La semaine juridique, éd. E., Cahiers de droit de l'entreprise, n° 5 supplément au n° 44 du 28 octobre 2004, p.21. Pratique et actualités du droit OHADA, Journées d'études Juriscope Poitiers, p. 121, Ohadata D-12-61 ;
- **MASAMBA Roger, Avantages comparatifs des Actes uniformes de l'OHADA**, Penant n° 869, p. 489, Ohadata D-10-24 ;
- MASSON A. et BOUTHINON-DUMAS H., L'approche Law & Management, RTD com. 2011, p. 233 ;

- MAYELA Ismael, **Le régime juridique des Actes uniformes de l'OHADA, Ohadata D-20-03 ;**
- MAYELA Ismael, **L'entrée en vigueur des Actes uniformes de l'OHADA, Ohadata D-19-01 ;**
- MAYELA Ismael, Les inconvénients du statut de l'entrepreneur pour un commerçant, Ohadata D-20-02 ;
- MAYELA Ismael, La date d'acquisition de la personnalité juridique par les sociétés commerciales, Ohadata D-20-34 ;
- MAYELA Ismael, La réduction des frais de constitution de la SARL au Sénégal, une mesure nécessaire mais insuffisante, Ohadata D-20-24 ;
- MAYELA Ismael, L'interprétation des clauses ambiguës du contrat de vente commerciale, Ohadata D-20-06 ;
- MBA-OWONO Charles, Société de fait et société créée de fait : une distinction empreinte de confusion en droit uniforme OHADA, Des contrats civils et commerciaux aux contrats de consommation, Mélanges en l'honneur du doyen Bernard Gross, p. 467, Ohadata D-10-19 ;
- MBAYE NDIAYE Mayatta, Réflexions sur la modification du concordat préventif en droit OHADA, Penant n° 870, p. 28, Ohadata D-09-40 ;
- MBEM LISSOUK Blaise Antoine, Le nouveau paradigme du contrôle de la gestion financière des sociétés commerciales en droit OHADA, Revue de l'ERSUMA, n°10, p. 85 ;
- M'BOSSO Jacques, **La jurisprudence et la diffusion du droit, facteurs de réussite de l'OHADA au service des justices nationales, Ohadata D-08-60 ;**
- MEMAN (née THIERO) Fatimata, La société unipersonnelle dans le droit des affaires de l'OHADA : une œuvre (législation) à parfaire, Penant n° 868, p. 312, Ohadata D-07-18 ;
- MEUKE Bérenger Yves, Réussir la reprise du fonds de commerce dans l'espace OHADA, Jurifis Info, n° Décembre 2010, p. 22, Ohadata D-10-66 ;
- MEUKE Bérenger Yves, La société non personnalisée dans l'OHADA, Etude de l'impact de l'absence de personnalité morale dans la société en participation, Revue juridique tchadienne, n° 12, juillet 2006, p. 6, Ohadata D-06-01 ;
- MEUKE Bérenger Yves, De l'intérêt social dans l'AUSCGIE de l'OHADA, Penant n° 859, juillet-septembre 2007, p. 338, Revue trimestrielle de droit et de jurisprudence des affaires, n° 2, p. 45, Ohadata D-06-24 ;
- MEUKE Bérenger Yves, Brèves réflexions sur la révocation des dirigeants sociaux dans l'espace OHADA, Ohadata D-05-51 ;
- MEUKE Bérenger Yves, L'information des actionnaires minoritaires dans l'OHADA : réflexion sur l'expertise de gestion, Ohadata D-05-56 ;
- MEUKE Bérenger Yves, Brèves observations sur le bail commercial dans les procédures collectives de l'OHADA, Ohadata D-08-15 ;
- MEUKE Bérenger Yves, Quelques précisions sur la notion de cessation des paiements dans l'OHADA, Ohadata D-08-13 ;
- MEUKE Bérenger Yves, Recours devant une juridiction étatique de l'espace OHADA et clause compromissoire : « A quel moment doit-on soulever l'incompétence de la juridiction étatique pour que la mise en oeuvre de la clause compromissoire ne soit pas tardive ? », Jurifis Info n° 10, mars-avril 2011, Ohadata D-11-83 ;
- MEYER Pierre, La sécurité juridique et judiciaire dans l'espace OHADA, Penant n° 855, p. 151, Ohadata D-06-50 ;
- MIENDJIEM Isidore Léopold, Régime général des sûretés, Encyclopédie OHADA préc., p.1480 ;

- MIESSAN Emien, L'administration et la direction de la société anonyme de type nouveau issue de la réforme du droit des sociétés commerciales applicable dans la zone OHADA, Etudes offertes au Professeur Joseph ISSA-SAYEGH, AIDD, 2006, p. 135. Penant, n° 864, p. 261, Ohadata D-07-06 ;
- MINOU Sterling, La juridiction prévue à l'article 49 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution est-elle le juge des référés au Cameroun ?, Juridis, n° 62, p. 97, Ohadata D-08-29 ;
- MODI KOKO BEBEY Henri-Désiré, La réforme de l'OHADA et la mondialisation de l'économie (conférence donnée à la MSH de Nantes le 16 mai 2002, Rev. act. jur. (Juriscope) oct. 2002, www.Juriscope.org ;
- MODI KOKO BEBEY Henri Désiré, L'identification de la juridiction compétente de l'article 49 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, Ohadata D-04-35 ;
- MOHO FOPA, Éric Aristide, Les membres de la société coopérative en droit OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°25 (juillet-août-septembre 2016), n°26 ;
- MOMA MUBENGU Barack, La mise en œuvre de la responsabilité du tiers saisi dans la procédure de saisie-attribution de créances, Ohadata D-19-18 ;
- MONEBOULOU MINKADA Hervé Magloire, La notion de société commerciale et droit OHADA, Revue de l'ERSUMA, n°10, p. 13 ;
- MONTCHO AGBASSA Eric, Le médiateur et le juge judiciaire à l'aune de l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) relatif à la médiation, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°37 (juillet-août-septembre 2019), p. 4 ;
- MOUDJAHIDI Abdoulbastoi, La nullité de l'exploit portant signification de l'ordonnance d'injonction de payer, Ohadata D-11-88 ;
- MOUDOUDOU Placide, Réflexion sur les fonctions de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA, Revue internationale de droit africain EDJA n° 64, 2005, pp. 7-24, Ohadata D-14-14 ;
- MOUHOUAIN Salifou, Le législateur camerounais et les objectifs du droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), Revue Congolaise de droit et des affaires, n°40 (avril-mai-juin 2020), p. 4 ;
- **MOUKALA MOUKOKO Corneille, Le fondement juridique de la responsabilité pénale du dirigeant social : incidences entre droit pénal interne et droit pénal des affaires OHADA, Ohadata D-15-16 ;**
- **MOUKALA MOUKOKO Corneille, L'état de l'application du droit pénal des affaires OHADA dans les Etats, Ohadata D-15-13 ;**
- MOUKALA MOUKOKO Corneille, L'importance de l'arbitrage dans la vie des affaires, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°38 (octobre-novembre-décembre 2019), p. 44 ;
- MOULOUL Alhousseini, **Comprendre l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), 2ème édition, Nouvelle imprimerie du Niger, Bibliothèque ERSUMA 346-1 MOU, Ohadata D-09-50 ;**
- MOUZOU Bidjaréou Hodabalo, L'opposabilité de la convention d'arbitrage aux tiers, Ohadata D-20-38 ;
- M'VIBOUDOULO Frazel Richet, Le principe de l'autonomie procédurale des systèmes judiciaires nationaux à l'aune du droit OHADA, Ohadata D-19-22 ;
- **MUANDA NKOLE wa YAHVE Don José, Droit pénal des sociétés issu de l'OHADA, Fascicule n°1, Ohadata D-12-25 ;**
- MUKA TSHIBENDE Louis-Daniel, **S'installer pour affaires dans l'espace OHADA, Rapport général de l'Université d'été, Orléans 1er-3 juillet 2008, Penant n° 866, p. 5, Ohadata D-10-15 ;**

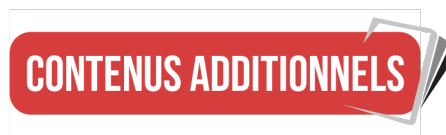
- MUKA TSHIBENDE Louis-Daniel, **Le processus d'adhésion de la République Démocratique du Congo à l'OHADA, une adhésion « sans attermolements funestes, mais sans précipitation inconsidérée », Ohadata D-10-37, Revue Congolaise de droit et des affaires, édition spéciale n°2, Spécial OHADA/Adhésion de la République démocratique du Congo (Mars 2010), p. 76 ;**
- MUKA TSHIBENDE Louis-Daniel, Voies comparées africaine et européenne d'unification du régime juridique de la société anonyme, Penant n° 856, p. 294, Ohadata D-06-55 ;
- NAHM-TCHOUGLI Guy, L'immunité d'exécution ou de saisie des entreprises publiques dans l'espace OHADA, Revue africaine de droit, d'économie et de développement, p. 574 ;
- **NDAM Ibrahim, L'évocation en matière judiciaire: obligation ou simple faculté pour la Cour commune de Justice et d'arbitrage ?, Revue Penant, n° 886, Janvier-Mars. 2014, p. 89-113, Ohadata D-14-15 ;**
- NDAM Ibrahim L'indépendance de la Cour Commune de justice et d'arbitrage : le nécessaire affermissement, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°11 (Janv.-Fév.-Mars 2013), p. 19 ;
- N'DIAYE Ibrahima, La notion de « valeur mobilière » après l'adoption des Actes uniformes pris en application du traité de l'OHADA, Revue internationale de droit africain, EDJA, n° 38, juillet-septembre 1998, p. 45, Ohadata D-06-43 ;
- NDIAYE MBAYE Mayatta, Le tiers saisi dans la jurisprudence de la CCJA, Revue de l'ERSUMA, n°11, juin 2020, p. 161 ;
- **NDONHOUNG YEMELE Brassel, La responsabilité des intermédiaires de commerce en droit OHADA au regard du droit commun de mandat, Ohadata D-20-26 ;**
- NEVRY Roger, La Société en nom collectif ou l'intuitu personæ et la solidarité en forme de société commerciale : droit OHADA, droit français, Revue Congolaise de Droit et des Affaires, n° 7 Janv.-févr.-mars 2012), p. 25, Ohadata D-12-50 ;
- NEVRY Roger, La garantie autonome à première demande : droit OHADA, droit français, Revue de droit des affaires internationales, 2007, pp. 313-334, Revue internationale de droit africain EDJA, n° 69, 2006, pp. 47-69, Ohadata D-10-33 ;
- NEMEDEU Robert, Présentation de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, Encyclopédie OHADA préc., p. 58-67 ;
- N'GBANDAMA-KOFFI Prisca Désirée, L'administration des sociétés de capitaux en droit OHADA, Ohadata D-15-12 ;
- NGNINTEDEM Jean-Claude, Le bail commercial à l'aune du droit OHADA des entreprises en difficulté, Revue UNIDROIT, NS, Vol. XIV/2009, p. 181, Ohadata D-10-26 ;
- NGOM Mbissane, L'unanimité en droit OHADA des sociétés commerciales, Revue de l'ERSUMA, n°10, p. 114 ;
- NGOUE Willy James, La mise en œuvre de la responsabilité des dirigeants de sociétés anonymes en droit OHADA, Ohadata D-05-52 ;
- N'GOUIN CLAIH Lucien Mathieu, L'exécution des sentences arbitrales et les voies de recours, Etudes offertes au Professeur Joseph ISSA-SAYEGH, AIDD, 2006, p. 24, Ohadata D-07-11 ;
- NGOY MAWAZO Damas, Les activités des petites et moyennes entreprises face aux enjeux socio-économiques en République démocratique du Congo, Ohadata D-20-36 ;
- NGUEGHO André, L'amélioration de l'accès à la Cour Commune de justice et d'arbitrage de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, Revue de l'ERSUMA, n°10, p. 281, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°36 (avril-mai-juin 2019, p. 25 ;

- NGUEGUIM LEKEDJI Francis, Les compétences du juge étatique dans l'espace OHADA, Mémoire 2007/2008, Université catholique d'Afrique centrale, Institut catholique de Yaoundé, Faculté des sciences sociales et de gestion, Ohadata D-08-44 ;
- NGWANZA Achille André, OHADA entre adolescence et âge adulte: une crise existentielle !, Ohadata D-08-46 ;
- NGWE Marie-Andrée, JOKUNG Serge, La réforme du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier dans la zone OHADA, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 56, Ohadata D-12-13 ;
- NJEUFACK TEMGWA René, Les contrats partiellement réglementés en droit OHADA, Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Les Petites Affiches, n° spécial, Actes de colloque, n°192, 25 septembre 2015, p. 40 ;
- NJUTAPVOUI Zakari, La protection du débiteur dans la saisie-vente en droit OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°21 (juillet-août-septembre 2015), p. 15 ;
- **NJUTAPVOUI Zakari, Le droit de rétention dans le nouvel Acte uniforme portant organisation des sûretés: sûreté active ou passive?**, Revue de l'ERSUMA, Droit des affaires - Pratique Professionnelle, n° 6, janvier 2016, Etudes ;
- NKOU MVONDO Prosper, L'information de la caution dans le nouveau droit des sûretés des Etats africains, Ohadata D-06-33 ;
- NKULU MUKUBU LUNDA Johnny, Droit au renouvellement dans un bail à usage professionnel : mécanisme idoine de protection du locataire vulnérable, Ohadata D-18-22 ;
- NOUEMO TSASSONHOUA Adélaïde Laurence, La Société anonyme avec administrateur général, Ohadata D-06-35 ;
- NONOS Amos Bertrand, **Vers une meilleure diffusion du droit Africain**, Revue de droit uniforme, n° 3, p. 90, Ohadata D-11-76 ;
- NOUVION François, Filialisation des succursales de sociétés étrangères en droit OHADA, Revue trimestrielle du Droit Africain (Septembre 2015 n°892 p 331), Ohadata D-20-13 ;
- NSENGI LIYONGO Shekinah, NYANGWILE TSHIAMALA Joël, L'avis à tiers détenteur à l'épreuve du droit OHADA, Ohadata D-20-35 ;
- NSIE Etienne, Simplification dans la création des SARL au Gabon, Ohadata D-17-08 ;
- NSIE Etienne, « La formation du contrat de vente commerciale en Afrique, Analyse du titre II du livre V de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit commercial général », Recueil Penant 1999, n° 829, p. 5 ;
- NSIE Etienne, La sanction de l'inexécution des obligations des parties dans le contrat de vente, Penant n° 850, Janvier-Mars 2005, p. 96, Ohadata D-10-58 ;
- NZAMBA Charles, Plaidoyer pour l'amélioration de l'environnement des affaires dans les pays africains membres de l'OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°28 (avril-mai-juin 2017), p. 4 ;
- NZAOU Aubin, L'OHADA, un nouveau visage avec le Traité de Québec de 2008, Ecole doctorale de l'Université de Limoges, 09/12/2011, Ohadata D-13-63 ;
- OBA'A AKONO Rodrigue, Prévention des difficultés en droit OHADA, entre transparence et confidentialité, Ohadata D-19-02 ;
- OBA'A ATYAM Annick Mirabelle, Les voies de recours contre les décisions du tribunal compétent dans les procédures collectives OHADA, Ohadata D-20-28 ;
- OGNIMBA Yann, Doing business: à quand le printemps des affaires au Congo-Brazzaville?, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°28 (avril-mai-juin 2017), p. 10 ;
- OHANDJA Paul Francis, **Droit OHADA et Common-Law : du bilinguisme juridique à un véritable bijuridisme. L'exemple du Cameroun**, Ohadata D-18-15 ;

- OLIVEIRA Antoine, La procédure d'injonction de payer, Actualités juridiques, n° 50, 2005, p. 263, Ohadata D-08-103 ;
- ONANA OTUNDI Félix, « La révision du Traité OHADA de Port Louis », Recueil Penant, n°865, oct.-déc. 2008, p. 397 ;
- ONANA ETOUNDI Félix, **L'OHADA en marche**, Revue de l'ERSUMA, n°spécial Novembre-Décembre 2011, p.1, Ohadata [D-12-32](#) ;
- ONANA ETOUNDI Félix, **À propos de la jurisprudence communautaire**, Revue de Droit Uniforme Africain n° 000 - 09/08/2010, p. 17, Ohadata D-13-49 ;
- ONANA ETOUNDI Félix, L'immunité d'exécution des personnes morales de droit public et ses applications jurisprudentielles en droit OHADA, Revue de droit uniforme africain, n° 000-09/08/2010 ; Ohadata D-13-55 ;
- ONANA ETOUNDI Félix, La réforme des procédures de recouvrement et voies d'exécution en droit OHADA : Etude pratique de législation et de jurisprudence, Revue juridique de droit uniforme africain, n° 1, p. 29, Ohadata D-11-12 ;
- OUSMANOU Sadjo, Centre d'arbitrage du GICAM (CAG), Eléments de présentation, Revue de l'Arbitrage n° 26 - Juillet - Août - Septembre 2004, p. 24, Ohadata D-08-55 ;
- OUSMANOU Sadjo, Comment prévoir le recours à l'arbitrage dans un contrat ? Outils pour une meilleure compréhension et une rédaction efficiente de la clause compromissoire, Revue camerounaise de l'arbitrage, N° 35 - Octobre - Novembre - Décembre 2006, p. 3, Ohadata D-08-64 ;
- OTTO Ibbi, L'Acte uniforme OHADA relatif à la médiation : la faculté d'évoluer de l'adjudication à la collaboration en matière de justice en Afrique francophone, SAHARA Inc, Ohadata D-17-24 ;
- PAILLUSSEAU Jean, **Le droit de l'OHADA, un droit très important et original**, La semaine juridique, éd. E., Cahiers de droit de l'entreprise, n° 5 supplément au n° 44 du 28 octobre 2004, p. 1, Pratique et actualités du droit Ohada, Journées d'études Juriscope, Poitiers, p. 101, Ohadata D-12-64 ;
- PILKINGTON Nanette, THOUVENOT Sébastien, Les innovations de l'OHADA en matière d'arbitrage, La semaine juridique, éd. E., Cahiers de droit de l'entreprise, n° 5 supplément au n° 44 du 28 octobre 2004, p. 28. Pratique et actualités du droit Ohada, Journées d'études Juriscope Poitiers, p. 128, Ohadata D-12-60 ;
- POGOUE Paul-Gérard, « Notion de droit OHADA », Encyclopédie OHADA préc., p. 1218 ;
- POGOUE Paul Gérard, La notion de droit francophone a-t-elle un sens ?, Résumé Communication orale, Bordeaux, 17 septembre 2007, Deuxième Semaine du Droit comparé de l'Université de Montesquieu Bordeaux IV, Ohadata D-07-44 ;
- POGOUE Paul-Gérard, Acte uniforme relatif au droit commercial général, Encyclopédie OHADA préc., pp. 45-58 ;
- PRISO-ESSAWESamuel-Jacques, **Les espaces juridiques de sécurisation des investissements en Afrique: entre droits communautaires et droit uniforme**, Ohadata **D-10-16** ;
- PUJO Aurélie, Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Les Petites Affiches, n° spécial, Actes de colloque, n°192, 25 septembre 2015, p. 21 ;
- RAYNAL J.J., « Intégration et souveraineté : le problème de la constitutionnalité du Traité OHADA », Recueil Penant 2000, n° 832, p. 5 ;
- ROUSSEL GALLE Philippe, HENRY Laurence Caroline, Chronique de droit des entreprises en difficulté, Ohadata D-14-12 ;

- SAKHO Mactar, Le nouvel Acte uniforme OHADA portant organisation des sûretés : Propos introductifs autour d'une refonte d'envergure du droit des sûretés, Revue de l'ERSUMA, N° spécial Novembre-Décembre 2011, p.87, Ohadata D-12-40 ;
- SAMB Moussa, La révision des sûretés personnelles en droit OHADA, Revue de Droit Uniforme Africain, N° 0005 - 2ème trimestre 2011 – p. 8, Ohadata D-12-24 ;
- SAMBE Ibrahima, Distribution du prix dans l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, Revue sénégalaise de droit des affaires, n° 2, 3 et 4, p. 29, Ohadata D-05-11 ;
- SANGO KABONGA Emery, Les entités économiques en droit OHADA, Ohadata D-17-20 ;
- SANGO KABONGA Emery, L'institution de l'entrepreneur: une maîtrise du secteur informel en RDC ?, Ohadata D-17-03 ;
- SAWADOGO Filiga Michel, Les Actes uniformes de l'OHADA : aspects techniques généraux, Revue burkinabé de droit, n° 39-40, n° spécial, p. 37, Ohadata D-05-40 ;
- SECK Tom Amadou, L'effectivité de la pratique arbitrale de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA.) et les réformes nécessaires à la mise en place d'un cadre juridique et judiciaire favorable aux investissements privés internationaux, Revue Penant, numéro spécial (n° 833, mai à août 2000), p. 188, Ohadata D-12-68 ;
- SENE M. Louis, La responsabilité du tiers-saisi, Jurifis Info, n° Décembre 2010, p. 28. Revue du Barreau du Mali, n° 1 janvier-avril 2011, p. 79, Ohadata D-10-68 ;
- SOCKENG Roger, Justice étatique et justice arbitrale dans l'Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage : vers une nécessaire complémentarité, Revue camerounaise de l'arbitrage n°7, p. 10-s, Ohadata D-08-83 ;
- SOH FOGNO Denis Roger, Le contentieux de l'annulation des sentences issues de l'arbitrage traditionnel dans l'espace de l'OHADA, Ohadata D-08-52 ;
- SOSSA Dorothé Cossi, L'extension de l'arbitrabilité objective aux accords de développement économique dans l'espace OHADA, Ohadata D-10-50 ;
- TAKAFO-KENFACK Didier, L'indépendance du commissaire aux comptes au regard du droit de l'OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°34 (octobre-novembre-décembre 2018), p. 22 ;
- TAMKAM SILATCHOM Guy Armel, Réflexions sur l'administration provisoire dans l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°22 (octobre-novembre-décembre 2015), p. 48 ;
- TATY Georges, « Brèves réflexions à propos de l'entrée en vigueur d'une réglementation commune du droit des Etats membres de la zone franc », Recueil Penant 1999, n° 830, p. 227 ;
- TCHANTCHOU Henri, Le contentieux de l'exécution et des saisies dans le nouveau droit OHADA, (Article 49 AUPRCVE), Juris Périodique n° 46, avril - mai - juin 2000, p. 98-105, Ohadata D-03-17 ;
- TCHANTCHOU Henri, Défenses à l'exécution provisoire et sursis à exécution en droit de l'OHADA, Revue Penant n° 877 - Octobre / Décembre 2011, page 532, Ohadata D-12-79 ;
- TCHOTCHOU PETCHE K. Camille, Un brin de rigidité dans le régime juridique de la société par actions simplifiée de l'OHADA, Ohadata D-19-14 ;
- TECHIOTSOP Christian, Réflexions sur l'égalité des chances dans l'ordre de paiement des créanciers en droit OHADA, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°21 (juillet-août-septembre 2015), p. 37 ;
- **TEMPLE Henri, L'OHADA: le droit au service du développement, Revue ACCOMEX, mars-avril 2007, n° 79, p. 56, Ohadata D-07-29 ;**

- THIAM Alioune Badara, Aspects conceptuels et évaluation de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux Sociétés Coopératives, Revue de l'ERSUMA, N° spécial Novembre-Décembre 2011, p. 99, Ohadata D-12-41 ;
- TOE Souleymane, Les enjeux et les perspectives du traité OHADA révisé, Ohadata D-10-45 ;
- TOGORA Bakary, Brèves observations au sujet du bail commercial à durée déterminée et des conditions de son renouvellement par reconduction suivant le droit OHADA, Ohadata D-11-92 ;
- TOGORA Bakary, Sort du bail à usage professionnel en OHADA au décès du preneur, Jurifis, édition spéciale, n° 12, octobre 2012, p. 54, Ohadata D-13-18 ;
- TOURE Ahmadou, L'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Les Petites Affiches, n° spécial, Actes de colloque, n°192, 25 septembre 2015, p. 14 ;
- TOURE Papa Assane, L'identité de la juridiction compétente statuant à bref délai dans le contentieux de la résiliation du bail à usage professionnel : à propos de l'arrêt de la CCJA n°66/2018 du 29 mars 2018, Société Sofico Finances c/Mian Gaston ;
- TRICOT Daniel, Statut du commerçant et de l'entrepreneur, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 67, Ohadata D-12-15 ;
- TRICOT Daniel, Bail à usage professionnel et fonds de commerce, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 72, Ohadata D-12-17 ;
- TRICOT Daniel, La vente commerciale, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 75, Ohadata D-12-18 ;
- TSAGMO TAMEKO, Emmanuel, Le retard dans la livraison des marchandises par le vendeur en droit OHADA de la vente commerciale, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°24 (avril-mai-juin 2016), p. 4 ;
- TSAKADI Ayawa Améhia, Le renouvellement tacite du bail à usage professionnel, Revue de l'ERSUMA, n°10, p. 144 ;
- **TSETSA Guy Saturnin, Le formalisme de la saisie immobilière en Droit OHADA**, Revue de l'ERSUMA: Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6 - Janvier 2016, Doctrine ;
- TSHIBANGU Katabela, La mise en application des procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution du droit OHADA par les juridictions civiles, Ohadata D-19-23 ;
- TSOPBEING Marcel Williams, L'information des associés, une exigence fondamentale du droit des sociétés OHADA?, Revue de l'ERSUMA: Droit des affaires - Pratique Professionnelle, N° 6 - Janvier 2016, Doctrine, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°25 (juillet-août-septembre 2016), p. 66 ;
- **VANDERSTRAETE Laurence, L'impact de la future adhésion de la République démocratique du Congo à l'OHADA**, Ohadata D-07-26 ;
- VANIE Bi Djè Aristide, **L'entrepreneur OHADA, la consécration d'un professionnel irresponsable ?**, Ohadata D-18-01, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°34 (octobre-novembre-décembre 2018), p. 30 ;
- VIGNON Elvire, Peut-on qualifier le droit de l'OHADA de droit communautaire ?, Ohadata D-10-51 ;
- WAMBO Jérémie, L'arbitrage CCJA, Revue de l'ERSUMA, n° spécial Novembre-Décembre 2011, p. 59, Ohadata D-12-38 ;
- WAMBO Jérémie, Bref aperçu du Règlement de procédure de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA tel que modifié le 30 janvier 2014 à Ouagadougou, Ohadata D-14-10 ;
- WAMBO Jérémie, Les récents développements de la jurisprudence communautaire OHADA en matière d'injonction de payer, Jurifis Infos n° 13, Nov/Déc. 2013, p. 63-70, Ohadata D-14-06 ;



- YONDO BLACK Lionel, Les enjeux de la réforme : une volonté de favoriser la création d'entreprises, les échanges commerciaux et la confiance dans la zone, Droit et patrimoine, n° 281, mars 2011, p. 47, Ohadata D-12-10.
-



Jurisprudence

Décisions

- Civ. 1re, 21 décembre 1987, *BRGM c. Société Llyod Continental*, *FRDA* 1988. 787, concl. Charbonnier et note B. Pacteau ; *CJEG* 1988. 107, note L. Richer ;
- Cour Suprême du Congo (Brazzaville), Avis du 1^{er} octobre 1998, note P. MOUDOUDOU, Recueil Penant 2002, n° 838, p. 116 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Avis du 30/04/2001, Recueil de jurisprudence CCJA, n° spécial, janvier 2003, p. 74, Ohadata J-02-04 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 06/11/2003, Société Générale de Financement par Crédit-bail dite SOGEFIBAIL contre Monsieur D., Ohadata J-04-118 ;
- CCJA, 7 juil. 2005, aff. A Y et a, c/ sté Togo Telecom, note F. M. SAWADOGO, La question de la saisissabilité ou de l'insaisissabilité des biens des entreprises publiques en droit Ohada ; à propos de l'arrêt de la CCJA du 7 juillet 2005, aff. A Y et a, c/ sté Togo Telecom, Penant, n° 860, juill.-sept. 2007, p. 305, Recueil de Jurisprudence de la CCJA, n° 6, juin-décembre 2005, p. 25 ; Ohadata J-06-32 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 19/07/2007, recours en contestation de validité de sentence arbitrale n° 64/2005/PC du 7 décembre 2005, Affaire : Société Nestlé Sahel (conseil : Maître Medafe Marie Chantal, avocat à la Cour) c/ Société commerciale d'importation Azar et Salame dite SCIMAS (conseil : Maître Frank Didier Toe, avocat à la Cour). Recueil de jurisprudence n° 10, juillet-décembre 2007, p. 62. Penant n° 867, p. 226, note Bakary DIALLO, Ohadata J-09-104 ;
- Arrêt de la CCJA n° 004/2007 du 1er février 2007, Affaire Mambo Serge c/société SAGA-CI., obs. FEVILIYE-DAWEY Claudia Inès : Le dessaisissement d'une Cour suprême au profit de la Cour commune de justice et d'arbitrage, *Revue Congolaise de Droit et des Affaires*, n° 1 - Oct-Déc. 2009, p. 32, Ohadata D-10-10 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 28/02/2008, Affaire : Envol-Transit Côte d'Ivoire SARL c/ 1°) Sdv Côte d'Ivoire dite SDV-CI ; 2°) Société IED ; 3°)- Administration des Douanes. *Le Juris-Ohada* n° 2 - Avril - Mai - Juin 2008, p. 13, Ohadata J-09-29 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 05/02/2009, AFRILAND FIRST BANK (Cabinet PENKA Michel et Associés) c/ Co-Syndics de la Liquidation SITAGRI SA : - MODI DOKO Beley, - NJOUONANG Youmbi, - YIMGNA Bondja (Mes NJOUONANG Youmbi et NGALIEMBROU Alphonse).- *Actualités Juridiques* n° 64-65 / 2009, p. 266, Ohadata J-10-17 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 26/02/2009, SEYWA Antoinette (Me BOUAKE Binaté) c/ ZOUZOUA Nathalie.- *Actualités Juridiques* n° 64-65 / 2009, p. 265, Ohadata J-10-16 ;
- Arrêts CCJA 31 janvier 2011, PLANOR Afrique c/ Atlantique TELECOM, obs. DIALLO Bakary, Le principe compétence-compétence en matière d'arbitrage OHADA, *Revue Jurifis Info*, p. 18, Ohadata D-12-04 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Avis du 23/06/2015, Avis n° 002, demande d'avis n° 255/SP/DAJ/OHADA/2015 du 21 avril 2015 de la République démocratique du Congo, Ohadata J-16-208 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/07/2015, SODIMA SA devenue SANIA-Cie SA c/ DRAMERA Mamadou, Ohadata J-16-194 ;

- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/07/2015, Siaka Majolika DELAMOU c/ TOTAL-GUINEE SA, Ohadata J-16-197 ; Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/07/2015, Alassane Mamadou DOUCOURE c/ SOCIETE URGAYA Sarl, Ohadata J-16-195 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/07/2015, Société Nigérienne de Banque, dite SONIBANK SA c/ Mahaman Rabiou MOUSSA, Ohadata J-16-196 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/07/2015, Société NIGER GAZ SARL c/ SONIHY-SA., Ohadata J-16-198 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 12/11/2015, La Société Alpha Shipping Agency And Trading Sa, et Monsieur Talom Moïse c/ Compagnie Financière de L'Estuaire (COFINEST) Sa., Ohadata J-16-124 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 12/11/2015, Société Générale de Banques en Guinée, Société Générale France c/ Société Hann et Compagnie, Ohadata J-16-127 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 19/11/2015, RAHMOUN JIHAD HASSAN, RAHMOUN GHASSAN HASSAN c/ FATME Fakhry, TAARECK Fakhry, Ohadata J-16-133 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 26/11/2015, Joseph Emmanuel Timoléon ONGOLO FOE c/ NGNIADO Boniface, NANGA Calice épouse BOUE, Fonds Commun d'Investissement du Cameroun, en abrégé F.C.I.C., Ohadata J-16-143 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 17/12/2015, Société Electricité Froid Climatisation c/ Société Clim Ivoire Froid, Ohadata J-16-155 ;
- 17/12/2015, Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest de Côte d'Ivoire, en abrégé BIAO-CI c/ Dame KOUADIO TIACOH épouse AMICHIA, Ohadata J-16-159 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/12/2015, Société EBURNEA c/ Banque Atlantique de COTE D'IVOIRE dite BACI, Ohadata J-16-182 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/12/2015, Société ACCESS BANK anciennement OMNIFINANCE c/ Société METAL TRADING dite MT., Ohadata J-16-177.
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), Arrêt du 23/12/2015, LCCI Liquidation, Monsieur Tiemoko Koffi, Monsieur Alain Guillemain c/ Monsieur KOUAME SIGNO, Ohadata J-16-183 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), arrêt du 21/01/2016, SAFIPAR S.A., PALMAFRIQUE S.A., SAMBA COULIBALY c/ POTTIER Guillaume, Etat DE Côte d'Ivoire, Tiemoko KOFFI, Ohadata J-16-211 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), arrêt du 21/01/2016, BIAO-Côte d'Ivoire c/ TRAORE Matenin, épouse COULIBALY, Ohadata J-16-217 ;
- Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), arrêt n° 010/2016 du 21/01/2016: DEMBA MOUSSA c/ Société Générale de Banque en Côte d'Ivoire (SGBCI), Ohadata J-16-219 ;
- Cour d'appel de Brazzaville, Arrêt n°08 du 18 mars 2010, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°14 (Oct.-Nov.-Déc. 2013) Spécial Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Brazzaville, 2010-2013, p. 8 ;
- Cour d'appel de Brazzaville, Arrêt n°06 du 14 mars 2011, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°14 (Oct.-Nov.-Déc. 2013), Spécial Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Brazzaville, 2010-2013, p. 11 ;
- Cour d'appel de Pointe-Noire, Arrêt n°040 du 19 avril 2011, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°17, Jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire 2011-2014, p. 6 ;

- Cour d'appel de Brazzaville, Arrêt n°046 du 19 mai 2011, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°14 (Oct.-Nov.-Déc. 2013) Spécial Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Brazzaville, 2010-2013, p. 19 ;
- Cour d'appel de Reims du 2 novembre 2011, Arrêt Tecnimont, comm. Inès FEVILIYE, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°8 (Avril-mai-juin 2012), p. 65 ;
- Cour d'appel de Pointe-Noire, Arrêt n°137 du 30 octobre 2012, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°17, Jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire (Congo) 2011-2014, p. 19 ;
- Cour d'appel de Pointe-Noire, Arrêt n°134 du 30 octobre 2012, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°17, Jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire 2011-2014, p. 17 ;
- Cour d'appel de Pointe-Noire, Arrêt n°005 du 19 février 2013, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°17, Jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire 2011-2014, p. 27 ;
- Cour d'appel de Pointe-Noire, Arrêt n°009 du 26 février 2013, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°17, Jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire 2011-2014, p. 34 ;
- Cour d'appel de Brazzaville, Arrêts n°18 et 19 du 13 mai 2013, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°14 (Oct.-Nov.-Déc. 2013) Spécial Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Brazzaville, 2010-2013, p. 38 et 41 ;
- Tribunal de commerce de Brazzaville, Jugement du 24/04/2009, Affaire : Société E.T c/ S.F, Revue congolaise de droit et des affaires, n° 3, p. 62, obs. Inès Févilliyé, Ohadata J-10-247.

Analyses et Recueils de jurisprudence

- ONANA ETOUNDI Félix, OHADA, Jurisprudence thématique, commentée et annotée de la Cour commune de justice et d'arbitrage (1997-2008), Coll. « Pratique et contentieux du droit des affaires », mai 2009, 492 p., Ohadata D-11-79 ;
- WAMBO Jérémie, Brèves de jurisprudence CCJA du 1er semestre 2012, Revue Jurifis, édition spéciale, n° 12, octobre 2012, p. 56, Ohadata D-13-19 ;
- WAMBO Jérémie, Brèves de jurisprudence CCJA pour le second semestre de l'année 2012, Jurifis Infos N° 13 - Nov/Déc. 2013, p. 44-53, Ohadata D-14-04 ;
- Recueil de jurisprudence de la Cour Commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA (CCJA), n°1 à 34 ;
- Revue Congolaise de droit et des affaires, n°14 (oct.-nov.-déc. 2013)-Spécial Recueil de jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Brazzaville, 2010-2013 ;
- Revue Congolaise de droit et des affaires, n°17, Jurisprudence de la Chambre commerciale de la Cour d'appel de Pointe-Noire (Congo) 2011-2014 ;
- <http://www.ohada.com/jurisprudence.html>.

Documents

- États membres de l'OHADA 2012 - Doing Business
www.doingbusiness.org › media › DB12-OHADA-French PDF
Business Regulations Across OHADA - Doing Business francais.doingbusiness.org › reports › regional-reports
 - Evaluation de l'Impact des Réformes OHADA - International ..., p. 6.
www.ifc.org › connect › OHADA-French-11th-Dec
 - Pr Sibidi Emmanuel DARANKOUM, Message du Secrétaire Permanent, à l'occasion de la célébration du 27e anniversaire de l'OHADA, newsletter@ohada.org, 18 oct. 2020.
 - L'attractivité juridique et économique de l'OHADA
revue-libre-de-droit.fr › lattractivite-juridique-et-econo...
 - L'OHADA : un droit des affaires encore méconnu
acteursdeleconomie.latribune.fr › ... › Finance & Droit ;
 - Le droit OHADA, bilans et perspectives, Diplôme inter-universitaire Juriste OHADA, Actes de colloque, Les Petites Affiches, numéro spécial, n°192, 25 septembre 2015.
 - « Commissions nationales OHADA », Encyclopédie OHADA, préc., p.34.
 - Compte-rendu de la réunion plénière des Commissions Nationales OHADA du 12 au 20 mai 2010, à Dakar, au Sénégal, Revue Congolaise de droit et des affaires, n°3 (Sept. 2010), p. 85.
 - « Principe de l'applicabilité immédiate », Encyclopédie OHADA, préc. p. 35.
 - « Principe de la primauté », Encyclopédie OHADA préc. p. 36.
-





CONTENUS ADDITIONNELS

Reuves

- Bulletin ERSUMA de Pratique Professionnelle, n°1 à 34, <https://www.ohada.org/index.php/fr/nos-activites/nos-publications/bulletin-ersuma/3673-bulletin-ersuma-de-pratique-professionnelle-33-numero-special-droit-ohada-covid-19-3eme-serie-numero-offert>;
 - Revue de l'ERSUMA, n°1 à 11, <https://www.ohada.org/index.php/fr/actualite/dernieres-nouvelles/3671-revue-de-l-ersuma-fr>;
 - Revue L'Essentiel des droits africains des affaires, éditions Lextenso, Paris ;
 - Revue internationale de droit africain ;
 - Revue de droit uniforme africain ;
 - Revue internationale de droit comparé ;
 - Revue Burkinabé de droit ;
 - Revue Camerounaise de l'arbitrage ;
 - Revue Congolaise de droit et des affaires ;
 - Revue Sénégalaise de droit des affaires ;
 - Revue juridique Tchadienne ;
 - Revue Togolaise de Droit des Affaires et d'Arbitrage.
-





Sites internet

- <https://www.Ohada.org>
- <https://www.Ohada.com>
- <https://www.legiafrica.com>
- <https://www.droit-afrique.com>
- <https://www.rcgdroit.com>
- <https://ww.kiosque-lextenso.fr>
- <https://www.falis-africa.com>
- <https://www.youtube/RCDROIT>

